

Jeudi 16 avril 2009

Violences : la parole aux femmes

En 2008 en Franche-Comté, 1.900 femmes en souffrance ont été entendues. Les associations réclament un observatoire régional pour mieux cibler le phénomène.

DOLE. Face aux violences faites aux femmes, quelles politiques locales ? Le colloque organisé mardi à Dole au moment où le gouvernement lançait une campagne contre l'excision et les mariages forcés s'adressait en priorité aux élus, mais aussi indirectement aux parents et enseignants confrontés à la montée de la violence envers les jeunes filles et les professeurs femmes dans les établissements scolaires. Une petite centaine de personnes ont suivi les débats, à l'invitation de la conseillère municipale déléguée à l'égalité femme-homme, Raphaëlle Manière, organisatrice de la journée.

Mieux vaut prévenir

Les violences faites aux femmes vont de l'insulte au viol, de la discrimination aux coups, du harcèlement, à la privation de ressources. En ce domaine, la région ne figure pas dans les zones rouges du classement, elle se situe plutôt dans la « moyenne » avec un taux de violences révélées de 12 pour 1.000. Une notion que Danièle Dulmet, déléguée régionale aux

droits des femmes et à l'égalité, invite à prendre « avec précaution ». « Nous ne pouvons pas encore mesurer ce phénomène car les violences faites aux femmes n'apparaissent pas en tant que telles dans les statistiques police-gendarmerie ».

La déléguée relève aussi une « originalité » propre à la région : « Ici les services n'enregistrent pas de plainte s'il n'y a pas au préalable un certificat médical, or toutes les femmes battues ou violentées ne voient pas un médecin ».

Comme les responsables d'associations « Femmes debout » ou « Solidarité Femmes », Danièle Dulmet plaide pour la mise en place d'un observatoire régional à l'exemple de ce qui se fait en Seine-saint-Denis, afin de mieux cibler le phénomène pour mieux intervenir.

En matière de protection des victimes, la région est bien pourvue avec un réseau associatif efficace : 40 lieux de permanence (centres d'informations des droits des femmes et des familles) qui ont reçu l'an dernier 1.900 femmes ; soixante places d'hébergement pour les victimes en grande détresse à Belfort et



Yassia Boudra : « Il y a une dégradation de la relation fille-garçon ».

Besançon ; des logements d'urgence ; deux centres hospitaliers dédiés... La coordination des intervenants se met en place par bassins de vie pour mieux informer, soigner, réadapter. Mais il faut aussi privilégier la prévention, notamment par des interventions accrues



Ernestine Ronai, responsable de l'observatoire des violences de Seine-Saint-Denis, et Danièle Dulmet, déléguée régionale aux droits des femmes.

auprès des scolaires. Car les violences sexistes verbales et physiques se multiplient sur les jeunes filles.

« Il y a une régression de la relation fille-garçon. Dans certains quartiers, les espaces publics et de loisirs ne sont réservés qu'aux hommes. Où avons-nous failli

pour en arriver là ? », demande la Doloise Yassia Boudra de « Femmes debout ».

Certes, on attend beaucoup de la récente convention interministérielle sur l'égalité des droits, mais reste encore à trouver les crédits...

Monique MERLO